

L'Herault du jour jeudi 3 mai 2007

Politique. *En visite à Sète, deux syndicalistes américains dénoncent la situation sociale, alarmante, dans leur pays. Un avant-goût de ce que pourrait devenir la France sous Sarkozy.*

Témoins d'un pays où la grève mène en prison



Dans son projet de société ultra libéral, N. Sarkozy vante les mérites du système en vigueur aux Etats-Unis. A l'instar de G. Bush, il veut remettre en cause le code du travail, le droit de grève, les retraites et le service public de santé.

Invités à Sète samedi dernier par la CGT, deux syndicalistes américains témoignent de la situation dans leur pays. Barbara Storace, responsable d'une mutuelle, révèle le prix exorbitant des soins et des couvertures sociales (voir ci-dessous).

Des lois votées sous Mac Carthy

Permanent à la "World Federation of Trade Unions" (syndicat des transports collectifs de New York), Frank Goldsmith décrit le climat de peur et de violence qui entoure son activité.

"Aux Etats-Unis, le syndicalisme est régi par des lois votées, il y a 50 ans sous Mac Carthy. Pour qu'un syndicat s'implante dans une entreprise, il faut que plus de 50 % des salariés en fassent la demande. La Préfecture organise alors un vote dans les trois mois, période durant laquelle les pressions sont énormes. Si la création du syndicat est entérinée, tous les employés doivent y adhérer, sous peine de licenciement. La dérive de ce système, c'est la cogestion, avec certaines fédérations à la botte des patrons."

"Depuis 1966, les grèves sont jugées illégales dans les services publics, ajoute Frank Goldsmith. Elles sont sanctionnées par de terribles amendes (2 jours de salaires à rembourser pour 1 jour de grève) et par des peines de prison. Ainsi, il y a 4 ans, plus de 500 enseignants grévistes du New Jersey, ont été envoyés en prison, chaînes au pied. Ils n'en sont sortis que 8 jours plus tard."

Seul mode d'action : la négociation avec l'employeur, en l'occurrence l'Etat. *"Les élus républicains sont très provocateurs. Ils ne lâchent rien. En décembre 2001, il a fallu que trois Indiens, qui travaillaient sur les voies du métro, soient tués pour que l'ensemble des salariés réagisse. Soutenus par la population et les démocrates, nous avons fait plier le gouverneur et obtenu des avancées, notamment sur la sécurité."*

Très actif politiquement, le syndicat de F. Goldsmith soutient des Démocrates : « Le revers subi par G. Bush aux dernières élections nous donne de l'espoir. »

L'espoir pour la France, c'est que Sarkozy soit battu.

EMMANUELLE STANCE

Santé. « Plus de 45 millions d'Américains n'ont aucune couverture médicale »

Barbara Storace a été responsable, pendant plusieurs années, d'une des plus grosses mutuelles* de santé des Etats Unis. Elle dénonce : "Plus de 45 millions d'Américains n'ont aucune couverture médicale. Près de 60 millions sont sous assurés et n'ont droit qu'à une ou deux consultations par an. La gratuité des soins n'est accordée qu'à partir de 65 ans".

Il faut savoir qu'aux USA, il n'y a pas de système collectif et solidaire comme la sécurité sociale. La couverture médicale, comme les retraites, se négocie avec l'employeur, en même temps que le salaire. Les syndicats peuvent débattre et infléchir sur les taux de remboursement dans les entreprises où ils sont implantés. Dans ce contexte, les chômeurs, dont la durée d'indemnisation est fixée à 26 semaines, n'ont droit à rien.

Les autres ont recours à des assurances privées, où le taux de remboursement est fonction du montant de la cotisation.

"Pour une famille, la cotisation moyenne à une assurance privée pour une couverture correcte s'élève à 1 500 dollars (1 103 euros) par mois", précise Barbara Storace.

Au sujet des factures de soins, la syndicaliste donne quelques exemples, hallucinants « Un accouchement coûte 15 000 dollars. Deux jours d'hospitalisation, c'est 5 000 dollars. Une consultation, chez un généraliste, c'est 100 dollars et 300 dollars chez un spécialiste. Pour passer un scanner, il faut déboursier 1 300 dollars. Moi, j'ai eu un cancer du sein, ça m'a coûté 75 000 dollars mais pour d'autres cancers, ça peut aller jusqu'à 800 000 dollars (près de 600 000 euros). Beaucoup de gens ne peuvent pas aller chez le médecin et se contentent d'automédication. Il y a de plus en plus de personnes, gravement malades, qui vendent leur maison pour se soigner. Les plus pauvres se rendent aux urgences, dans les hôpitaux publics. Les saisies sur salaires se multiplient. Les gens ont peur d'être malades. Ils n'osent même plus avoir d'enfant."

"Les hôpitaux publics ne représentent que 15% du parc, ajoute Frank Goldsmith, responsable d'un syndicat de transport collectif à New York. Ces établissements ne prodiguent pas de soins gratuits. Ils sont juste moins chers que les cliniques privées".

En France, la couverture médicale n'est pas parfaite mais elle apparaît providentielle face au système américain. Un système que Nicolas Sarkozy rêve d'instaurer dans nos frontières.

E.S.

** La mutuelle de santé est constituée de plusieurs syndicats qui se fédèrent pour obtenir de meilleurs taux de remboursement.*